

Autorité compétente :
Le maire au nom de la commune
Commune de TRANS-EN-PROVENCE
Hôtel de ville
25, avenue de la gare
83720 TRANS EN PROVENCE

Service Instructeur :
Dracénie Provence Verdon
Agglomération

Affaire suivie par :
LE GAL Julie 04 83 08 30 57 -
julie.legal@dracenie.com
Jours de réception : tous les jours
sur rendez-vous

(à rappeler dans toute correspondance)

DOSSIER N° DP 083 141 25 00046
Déposé le : 19/03/2025
Terrain : 1160 chemin des Bois Routs TRANS-EN-
PROVENCE
Cadastre : 141 C 586

Madame AUTREAU Armelle
1160 chemin des Bois Routs

83720 TRANS EN PROVENCE

OBJET : REJET TACITE

Madame,

Vous avez déposé le **19/03/2025** à la mairie de TRANS-EN-PROVENCE une demande de Déclaration préalable.

Par lettre du 15/04/2025, je vous ai demandé de bien vouloir compléter votre dossier. Vous disposiez d'un délai de trois mois pour le faire.

L'ensemble des pièces n'ayant pas été adressé à la mairie dans ce délai, vous êtes réputé(e) avoir renoncé à votre projet.

VOTRE DEMANDE A DONC FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DE REJET (article R423-39 du code de l'urbanisme).

Vous pouvez redéposer une nouvelle demande si vous souhaitez donner suite à votre projet.

TRANS-EN-PROVENCE, le 22/12/2025
Le Maire,

Alain CAYMARIS

AVIS DE DEPOT AFFICHÉ LE : 19/03/2025
TRANSMIS EN PREFECTURE LE : **02 JAN. 2026**
AFFICHÉ EN MAIRIE LE : **29 DEC. 2025**

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est d'un mois.
Si vous entendez contester la décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent (Toulon) d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à compter de la notification de celle-ci. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr
Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

